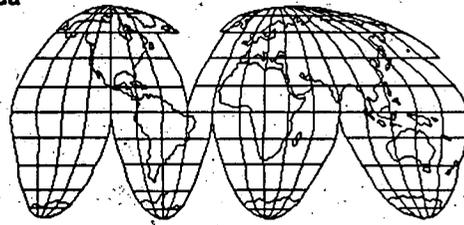




## Le commerce et la politique étrangère cette semaine

## This Week in Trade and Foreign Policy



du 6 au 12 août 1992

### *Communiqués*

#### Le Canada participera à la session spéciale de la Commission de l'ONU sur les droits de la personne portant sur l'ex-Yougoslavie

*Le 12 août 1992, N° 166*

La Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Barbara McDougall, a annoncé que le Canada participera à la session spéciale de la Commission des Nations Unies sur les droits de la personne, les 13 et 14 août à Genève. Le but de cette réunion d'urgence, une première pour la Commission, est d'examiner la situation des droits de la personne dans l'ancienne Yougoslavie. La délégation canadienne sera dirigée par M<sup>me</sup> Anne Park, Cheffe de la délégation du Canada auprès de la Commission. «Le conflit dans l'ex-Yougoslavie a mené à de déplorables actes de violence et au déni des droits et libertés fondamentaux. L'existence de nombreux centres de détention souligne la gravité de la situation, a déclaré M<sup>me</sup> McDougall. Nous voulons nous assurer que ces abus cessent.»

#### Accord de libre-échange nord-américain : le Canada atteint ses objectifs

*Le 12 août 1992, N° 165*

L'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, et ministre du Commerce extérieur, a déclaré aujourd'hui que le Canada «avait pleinement atteint ses objectifs» lors de la négociation fructueuse de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. M. Wilson a annoncé la nouvelle à Washington (DC) aujourd'hui, à l'issue des négociations menées avec ses homologues, M<sup>me</sup> Carla Hills, représentante au Commerce des États-Unis, et M. Jaime Serra Puche, ministre du Commerce du Mexique. Le Canada cherchait avant tout à faciliter l'accès au marché mexicain, à protéger et à accroître les avantages obtenus dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis (ALE) et à faire en sorte que le Canada reste un pôle d'attraction pour les investisseurs en Amérique du Nord. «La négociation de l'ALENA a été un succès pour le Canada, a affirmé M. Wilson. Nous avons amélioré certains éléments de l'ALE sans toutefois renoncer à ce que nous avons déjà obtenu. Fort de l'accès préférentiel dont il jouira sur les marchés américain et mexicain, le Canada exercera d'autant plus d'attrait sur les éventuels investisseurs.» Des spécialistes des trois pays finaliseront le libellé juridique de l'Accord au cours des prochaines semaines. Mais les ministres se sont entendus sur ses principes et ses principaux éléments. L'Accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994, après ratification par les trois pays.

\*\*Le communiqué de presse et les documents d'accompagnement complets, ainsi que les documents suivants relatifs à l'ALENA sont disponibles gratuitement, sur demande : L'ALENA : Vue d'ensemble et description, Les partenaires de l'ALENA, Les points saillants de l'Accord de libre-échange nord-américain (fiches thématiques, secteurs et provinces). Si vous désirez obtenir cette information, veuillez composer le numéro sans frais figurant à la fin de ce bulletin.

#### Le Canada se réjouit des progrès en vue d'un cessez-le-feu au Mozambique

*Le 11 août 1992, N° 164*

L'honorable Barbara McDougall et la ministre des Relations extérieures et du Développement international, l'honorable Monique Landry, ont déclaré aujourd'hui qu'elles se réjouissaient des progrès réalisés récemment en vue d'un cessez-le-feu au Mozambique. Le président du Mozambique, M. Joaquim Chissano, et le président de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), M. Afonso Dhlakama, ont signé le 7 août à Rome un accord dans lequel les deux parties s'engagent à régler toutes les questions non résolues et à signer un accord de cessez-le-feu au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre prochain. «Nous exhortons les deux parties à conclure le plus tôt possible un accord de cessez-le-feu pour mettre fin à la guerre civile tragique au Mozambique, qui dure depuis seize ans», a dit M<sup>me</sup> McDougall. «Un cessez-le-feu durable aiderait le Canada et les autres donateurs à fournir des secours d'urgence à la population du Mozambique, qui subit par ailleurs la pire sécheresse à survenir depuis des décennies», a déclaré M<sup>me</sup> Landry.